

Les collectivités locales et leur politique d'incitation à la rénovation énergétique

Étude exclusive de Coda Stratégies pour TEKSIAL
20 novembre 2018



**Jérôme
GATIER**

Directeur général
Plan Bâtiment
Durable



**Roselyne
FORESTIER**

Coordinatrice EIE
et PTRE
ADEME



**Vincent
PERRAULT**

Responsable du
programme
« Habiter Mieux »
ANAH



**Jean-
Claude
MIGETTE**

Président
Coda Stratégies



**Matthieu
PAILLOT**

Président
TEKSIAL



**La politique de rénovation énergétique des collectivités,
bilan et diagnostic de la politique actuelle**

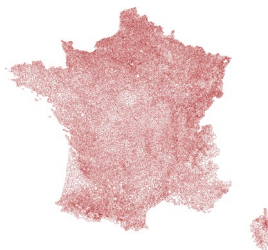
28

COMMUNAUTÉS DE COMMUNES
ET D'AGGLOMERATION



3

COMMUNES



3

DEPARTEMENTS



2

REGIONS



La méthode de réalisation :

- Entretiens semi directif auprès de 36 collectivités territoriales
- Echantillon représentatif de collectivités « moyennes », évitant de privilégier les plus avancées ou porteuses de programmes pilotes
- EPCI
- Analyse qualitative des entretiens

La politique de rénovation énergétique des collectivités : Quels résultats ?



Des stratégies récentes, encore peu stabilisées



La recherche dans la qualité des rénovations, se traduisant par des objectifs de réduction de consommation importants



Des objectifs quantitatifs importants, ciblés sur les populations modestes



La volonté d'un accompagnement des ménages (Diagnostic, AMO...) mais qui doit être totalement prise en charge par les aides financières (pas de demande solvable)



Une volonté de simplification des démarches et de guichet unique, qui s'affirme mais doit encore s'imposer.

La politique de rénovation énergétique des collectivités : quels résultats ?



→ **Des objectifs importants, mais en deçà des exigences de la transition énergétique**

>> Parmi les collectivités interviewées, la moyenne des objectifs de rénovation représente **0,3%** du parc total des logements du territoire

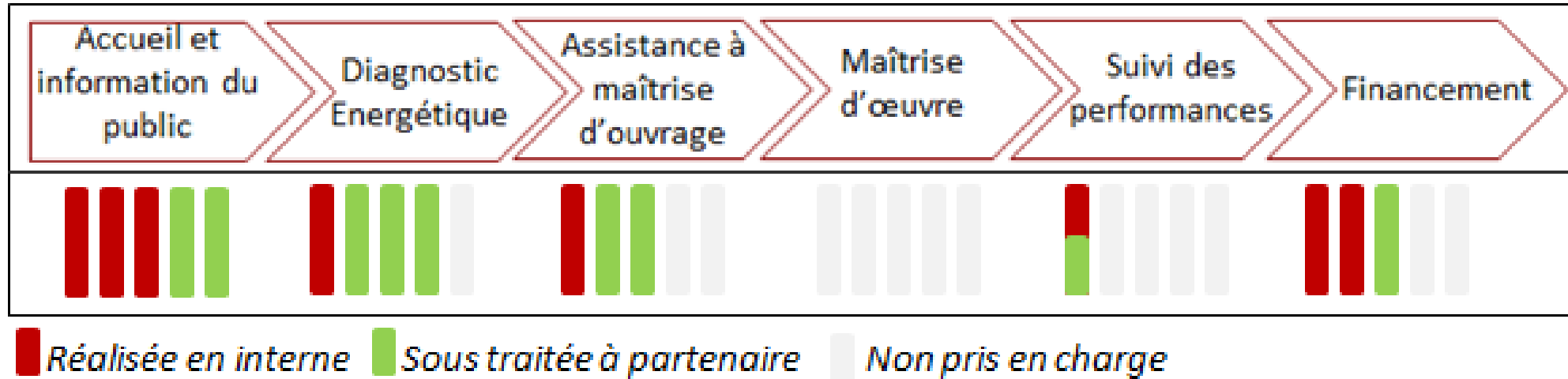
>> Rapporté au parc français: **90 000 rénovations par an** vs. un objectif national de 500 000.

« Nous avons identifié 900 logements qui devraient être rénovés sur le territoire de la collectivité. Le rythme actuel, de 45 rénovations par an est très insuffisant. »

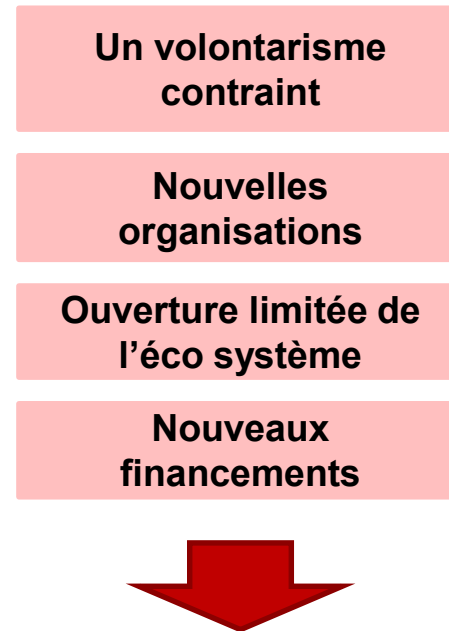


Les freins à la mise en œuvre de la politique de rénovation énergétique

La difficulté d'accompagner tout au long du chantier



Un accroissement du rayonnement de l'action des collectivités passe par un changement de paradigme.

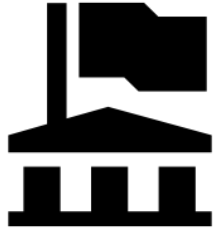


- >> En l'absence de changements majeurs dans la stratégies et le positionnement des collectivités territoriales, leur politique aura un impact croissant mais in fine limité,
- >> Dans leur contexte financier, les interventions directes des collectivités visent une partie significative mais minoritaires des besoins, dans un logique sociale en considérant que, pour les ménages moyens et aisés, les investissements vont de soi, ce qui n'est pas le cas
- >> Un effet de levier passe par un changement de positionnement des collectivités, devenant les animatrices de la transition énergétique sur le territoire, une évolution aujourd'hui juste ébauchée.



Un nouveau paradigme à imaginer avec les partenaires privés?

Mobiliser et animer les acteurs privés du territoire : un objectif qui paraît aujourd'hui lointain



- **Les profils d'acteurs privés ne sont pas clairement identifiés**
- **Les offres des acteurs privés ne sont quasiment jamais connues**
- **Le contenu potentiel des partenariats possibles avec des acteurs privés n'est pas explicité**
- **Les évolutions réglementaires qui pourraient favoriser le développement des partenariats ne sont pas identifiées**
- **Finalement, la possibilité d'utiliser les partenariats avec les acteurs privés comme un levier n'est pas, ou peu, actuellement considérée.**

On constate une identification plus simple et plus de confiance avec les institutions identifiables et repérables comme la communauté de communes. On sait que les partenariats privés sont indispensables mais on ne sait pas comment et dans quelle mesure travailler avec eux étant donné que notre action reste très récente,

Des projets privés se développent sur le territoire mais on ne peut pas parler de partenariat on est plutôt dans une relation de prestation. Le plan climat vise à ouvrir le dialogue avec les différents partenaires possibles . Cependant nous aurions tendance à favoriser les partenariats institutionnels car nous ne connaissons pas bien les acteurs privés.

Développer des partenariats avec les acteurs privés du territoire, c'est difficile parce que :

« Les logiques sont différentes »	« Il y a des acteurs privés malhonnêtes »	« Il y a trop d'acteurs, c'est trop complexe »	« On ne peut pas favoriser un acteur »	« Les acteurs privés ne sont pas connus »	« La problématique n'a pas été posée »
■■■■■	■■■■■	■■■■■	■■■■■	■■■■■	■■■■■

Les collectivités locales et leur politique d'incitation à la rénovation énergétique

Étude exclusive de Coda Stratégies pour TEKSIAL
20 novembre 2018



**Jérôme
GATIER**

Directeur général
Plan Bâtiment
Durable



**Roselyne
FORESTIER**

Coordinatrice EIE
et PTRE
ADEME



**Vincent
PERRAULT**

Responsable du
programme
« Habiter Mieux »
ANAH



**Jean-
Claude
MIGETTE**

Président
Coda Stratégies



**Matthieu
PAILLOT**

Président
TEKSIAL